

**DOSSIER
PÉDAGOGIQUE
COLLÈGE-LYCÉE**

MHL

**MUSÉE D'HISTOIRE
DE LYON**



**LYONNAISES, LYONNAIS !
POUVOIRS ET ENGAGEMENTS
DANS LA CITÉ**

EXPOSITION

GADAGNE



TABLE DES MATIÈRES

LES GRANDS PRINCIPES DE L'EXPOSITION

Une exposition pour se questionner	6
La gouvernance de la ville : le partage des pouvoirs	
<i>Salle 4</i>	8
Conflictualités : Lyon entre guerres et crises	
<i>Salle 3</i>	16
Citoyens et citoyennes : construire une société	
<i>Salle 2</i>	22
Citoyens et citoyennes : s'engager, militer	
<i>Salle 1</i>	26

ACCOMPAGNER VOTRE VENUE À GADAGNE

Les activités au musée en lien avec l'exposition	30
Visite-jeu	30
Balades urbaines	30
Pistes d'exploitations pédagogiques	31

LES GRANDS PRINCIPES DE L'EXPOSITION



UNE EXPOSITION POUR SE QUESTIONNER

Particulièrement adaptée aux lycéens et aux jeunes adultes, cette dernière exposition du parcours permanent du nouveau MHL (Musée d'histoire de Lyon) dépeint la **singularité de l'histoire politique lyonnaise**. On y découvre les lieux et représentants des pouvoirs institutionnels, les figures de Lyonnais engagés au service du bien commun, impliqués dans les événements de crises et de conflits, ou mobilisés dans les luttes. Elle a été construite de manière antéchronologique, mais elle peut être visitée dans les 2 sens : du présent au passé, ou du passé au présent.

Pouvoirs politiques...

Depuis l'Antiquité, la ville se définit par sa fonction politique. Siège des pouvoirs, espace où s'exerce le droit de cité et la citoyenneté, lieu parfois de rapports de force et de conflits, Lyon a une histoire politique originale et mouvementée.

... et engagement citoyen.

Cette exposition interroge le public sur ses engagements et sa place dans la ville. Elle questionne notamment les jeunes adultes à un moment où ils acquièrent le droit de vote et peuvent, s'ils le souhaitent, s'engager dans la gestion des affaires de la cité. Elle accorde une place centrale aux figures de l'engagement, à la transmission et tisse un lien constant avec notre époque.



Philippe Lebreton
Claudie Duhamel
André Gachet
Eugénie Niboyet
Christian Delorme

Le principe des témoins réels

Dans cette exposition, le MHL a souhaité mettre en avant 20 personnes, hommes et femmes, illustrant l'engagement citoyen. Présents dans toutes les salles, ils apparaissent sous la forme de plaques ou cartes que l'on découvre dans la scénographie et qui présentent à chaque fois une courte biographie, des éléments de contextes ainsi que la forme qu'a pris leur engagement.



Saïd

Ce personnage fictif est présent dans les quatre nouvelles expositions du MHL. Le visiteur le voit vieillir et évoluer dans sa perception du « progrès », ses conséquences sur l'environnement ou sur les transformations des usines.

Dans la dernière exposition, *Lyonnaises, Lyonnais !* en 1981, il a 61 ans et à l'aube de sa retraite professionnelle, il décide de s'engager à sa mesure dans une association qui vient en aide aux sans-abris.

Photo : Studio Un jour dans le temps.

Conception : Ateliers Claire Rolland et Scénorama.



La fresque murale d'Olivia Paroldi

Afin d'interroger la notion d'engagement : comment s'engager ? Pourquoi ? Sous quelle forme ? et de faire écho aux murs peints lyonnais, le musée a choisi de faire appel à Olivia Paroldi, artiste graveuse créatrice d'estampes urbaines pour concevoir une oeuvre originale spécialement conçue pour l'exposition. Cette fresque occupe tout un pan de mur de la salle consacrée aux engagements contemporains et évoque de manière poétique différentes formes d'engagements et de combats sociaux ayant marqué et marquant encore la cité lyonnaise.

« Artiste graveuse depuis plus de 15 ans, je centre mon approche artistique sur la volonté de rendre visible le passage du temps. La réalisation de cette fresque pour le Musée d'histoire de Lyon s'inscrit parfaitement dans cette démarche. Mettre en lumière graphiquement différents moments marquants de l'engagement citoyen lyonnais. Après plusieurs mois de recherche, j'ai choisi quelques temps forts, comme des moments d'élan dans une foule citoyenne. L'engagement est alors représenté comme des éclats, qui nous grandissent et nous portent collectivement ».

Olivia Paroldi, 2023

LA GOUVERNANCE DE LA VILLE : LE PARTAGE DES POUVOIRS

Salle 4

L'exposition évoque l'organisation politique à Lyon depuis l'archevêque au Moyen Âge jusqu'à la figure contemporaine du maire. Elle met en exergue les lieux de pouvoirs et propose une galerie de portraits, un écho à la première exposition Portraits de Lyon.

Lyon et le pouvoir central

Malgré l'appellation impropre et tardive de *capitale des Gaules*, Lugdunum a eu un **rôle central dans l'Empire romain**, autour du 1^{er} siècle ap. J.-C., notamment par son importance économique et militaire, son statut de chef-lieu de la province de *Gaule lyonnaise* et de lieu de réunion du conseil des trois Gaules.

1032-1312 Le pouvoir de l'Archevêque

Durant le haut Moyen Âge, la cité tient le rôle de **capitale du royaume des Burgondes**. Cependant, dans le morcellement de l'époque féodale, son territoire politique s'avère restreint. Au 11^e siècle, profitant de sa situation à la frontière du royaume de France et du Saint-Empire germanique, **l'archevêque de Lyon, qui a l'autorité seigneuriale sur la ville, impose progressivement son pouvoir** face au comte de Forez et au sire de Beaujeu. En 1079, le Pape confirme le titre de *Primat des Gaules* octroyé à l'archevêque de Lyon : il lui garantit une **autorité juridique sur plusieurs provinces ecclésiastiques**. Le titre confirme alors un pouvoir étendu de l'archevêque lyonnais. Il n'y a **aucune autonomie communale** malgré les aspirations d'affranchissement de la bourgeoisie.

1312-1595 Premier Consulat

En 1312, le comté de Lyon est rattaché au royaume de France. **L'archevêque reconnaît la souveraineté du roi de France** et à partir de 1320, les bourgeois de la cité obtiennent, par la charte *Sapaudine* la mise en place du Consulat de Lyon qui leur octroie le pouvoir communal.

1595 -1789 L'influence royale

A partir du 16^e siècle et du règne de Henri IV, les pouvoirs du Consulat sont réduits par la monarchie. Désormais, ce sont les hommes du roi, le **gouverneur et l'intendant**, qui contrôlent les affaires de la cité. Les **visites royales**, encore fréquentes au 16^e siècle, s'arrêtent après celle de Louis XIV en 1658.

1789 - 1881 Révolution puis contrôle impérial

Après la **Révolution française**, marquée par le **siège de la ville** par les troupes de la Convention en 1793, la ville est placée sous surveillance par Napoléon Bonaparte. Son administration reste contrôlée par **l'autorité centrale de l'État**, incarnée par le **préfet**, jusqu'aux lois de 1881-1882 qui permettent l'élection du **maire** par le conseil municipal.

Les maires de Lyon depuis la III^e République

Après l'échec de la Commune de Lyon de 1870, la ville est à nouveau placée sous la **tutelle du pouvoir républicain** centralisé à Paris. Premier maire élu par le conseil municipal en 1882, **Antoine Gailleton** développe l'amélioration de l'hygiène et des transports publics, les travaux d'urbanisme et la construction d'écoles. Élu en 1905, **Édouard Herriot**, membre du parti radical, s'attache aux grands projets urbains, souhaitant faire de Lyon une **grande métropole régionale**. Il cumule la longévité de ses mandats municipaux (52 ans) avec une carrière politique nationale (ministre, président du conseil et de la chambre des députés). En 1957, le centriste Louis Pradel lui succède, menant une politique de construction de grands équipements et d'infrastructures routières. Herriot et Pradel incarnent une **personnalisation croissante du pouvoir municipal**.

À la fin du 20^e siècle, les maires **Michel Noir** et **Raymond Barre** œuvrent à la promotion de la ville au niveau international. Cette **politique de rayonnement** est poursuivie et amplifiée sous les mandats de **Gérard Collomb**. La création de la Métropole en 2015 poursuit la dynamique commencée dès les années 1960 avec la Communauté urbaine de Lyon (COURLY). Avec l'élection du conseil de métropole en 2020 au **suffrage universel**, la gouvernance* urbaine lyonnaise est désormais partagée entre le **maire de Lyon** et le **président de la métropole**.

Édouard Herriot (1872-1957)

Figure majeure du 20^e siècle. Homme de conviction républicaine, ardent défenseur de la laïcité, il devient maire en 1905 pour plus de 50 ans.

Le bilan de son action est éloquent : construction de 19 groupes scolaires, stade de Gerland, abattoirs (halle Tony Garnier), hôpital de Grange Blanche, palais de la Foire, Bourse du Travail, port Rambaud. À partir de 1916, son destin devient national : ministre, président du Conseil et de l'Assemblée nationale. Fin lettré, il est élu à l'Académie française en 1946.



*Gouvernance : au sens large, la *gouvernance* est la manière d'exercer le pouvoir. Il s'agit d'un terme polysémique qui appartient initialement au monde de l'entreprise et qui s'est ensuite largement répandu aux politiques publiques. Défini comme *les différentes façons dont les individus et les institutions gèrent leurs affaires communes ; comme un processus continu de coopération et d'accommodement entre des intérêts divers et conflictuels* (Willy Brandt 1995), la notion de gouvernance est donc marquée par la notion de gestion de la conflictualité et celle de régulation face à la diversité des acteurs et des intérêts.

Le pouvoir de la charité : de l'Aumône générale aux Hospices civils de Lyon

16e siècle : institutionnaliser et séculariser

Comme dans d'autres villes à la même époque, Lyon opère au 16^e siècle un vaste mouvement de réorganisation de **l'assistance aux pauvres**, qui associe deux changements : la **sécularisation de l'administration hospitalière** et la création d'une nouvelle institution pour organiser la **charité publique**. Le Consulat* reprend la main dès 1478 sur l'**Hôtel-Dieu** fondé au Moyen Âge, auquel il réunit d'autres petits hôpitaux, et le place sous l'autorité de huit gouverneurs laïcs.

En 1531, les consuls fondent l'**Aumône générale**, administrée par huit recteurs, qui a pour mission la distribution hebdomadaire de pain et d'argent aux indigents, l'aumône aux pèlerins nécessiteux de passage, l'accueil de femmes démunies, âgées, enceintes ou invalides. En recensant et triant les pauvres, le pouvoir municipal dispose d'un **instrument de contrôle de la population**, qui se voit doté de moyens plus importants encore à partir du 17^e siècle, avec notamment la construction du **nouvel hôpital de la Charité** près du Pont du Rhône et de la place Bellecour en 1622. Cette politique conduite par le pouvoir municipal repose sur une triple motivation de **contrôle social**, de **mise au travail** et de **moralisation religieuse**.

De l'hôpital au consulat

Pendant l'Ancien Régime, les fonctions de **recteurs** de l'Hôtel-Dieu et de la Charité permettent d'accéder aux **charges consulaires**, démontrant la place de ces institutions dans le pouvoir local. Ce prestige se manifeste dans l'architecture somptueuse des bâtiments, notamment la façade monumentale et le grand dôme de l'Hôtel-Dieu dessinés par **Soufflot** (1741- 1761). La place des notables municipaux dans l'administration hospitalière se poursuit au 19^e siècle avec la création en 1802 des **Hospices civils de Lyon** qui réunit l'ensemble des établissements dans une seule institution, restée jusqu'à aujourd'hui sous **la présidence du maire de Lyon**.



Hôtel-Dieu, vue aérienne,
Photo M. Chaulet Ville de Lyon

* Consulat de Lyon : institution qui détient le pouvoir municipal à Lyon entre 1320 et 1790. La bourgeoisie lyonnaise, qui revendique son indépendance et l'octroi de plus grands pouvoirs sur la ville, obtient le consulat après de longues décennies de lutte contre l'archevêque, seigneur ecclésiastique de la ville. Entre 1320 et 1595, les membres sont élus par les maîtres des métiers de la ville. Après cette date et jusqu'à la Révolution française, ils seront choisis par la monarchie.

Lyon la catholique ?

La plus ancienne communauté chrétienne d'Occident

La trace la plus ancienne de l'existence d'une **communauté chrétienne en Occident** est à Lyon : il s'agit d'une lettre des chrétiens de Lyon et de Valence adressée en 177 aux communautés d'Orient sur le récent martyr qu'ils venaient de subir.

Forte de son ancienneté, l'Église lyonnaise constitue au début du Moyen Âge une **principauté ecclésiastique** puissante (petit état dirigé par un prince de l'Église, qui concentrait ainsi dans ses mains les pouvoirs spirituel et temporel.) Même si le titre de « primat des Gaules », accordé à **l'archevêque** par le pape en 1079, est surtout honorifique, la ville de Lyon accueille au 13^e siècle les séjours pontificaux et les deux conciles œcuméniques* de 1245 et 1274.

Depuis le 14^e siècle, les archevêques et chanoines-comtes, co-seigneurs de Lyon appartiennent à la grande noblesse lyonnaise et s'opposent fréquemment au pouvoir consulaire. Après les guerres de Religion, l'impulsion de la contre-réforme catholique amène au 17^e siècle de nombreuses communautés religieuses à Lyon, notamment les jésuites, qui renforcent leur influence dans l'enseignement. Le culte de la vierge s'affirme à cette époque avec la cérémonie du **vœu des échevins**, qui institue le 8 septembre 1643 une procession à la chapelle de Fourvière pour remercier la Vierge d'avoir protégé la ville lors de la dernière épidémie de peste. La tradition du vœu sera remise à l'honneur dans les années 1980.

De grandes figures au 19^e siècle

Le catholicisme lyonnais du 19^e siècle est marqué par de grandes figures, fondatrices d'institutions comme Pauline Jaricot (Œuvre pontificale de la Propagation de la foi), Antoine Chevrier (Institut du Prado) ou Melchior de Marion-Brésillac (Société des missions africaines).

* Conciles œcuméniques : assemblée réunissant tous les évêques et les autorités ecclésiastiques du christianisme. Au 13^e siècle, la rupture étant consommée avec l'Église Orthodoxe, ces conciles concernent surtout l'Église Latine. A Lyon, ils sont convoqués par le Pape pour faire face aux conflits politiques qui l'opposent au Saint Empire (1245), puis en 1274 pour planifier la reconquête de la Terre Sainte, tenter un rapprochement avec l'église d'Orient et organiser la prochaine élection pontificale.

Les spiritualités se multiplient

Si le **catholicisme** a imprégné l'histoire de la ville et modelé son paysage, notamment avec la construction de la **basilique de Fourvière en 1872** et la **fête des lumières** (décalée du 8 septembre au 8 décembre en 1850), il faut souligner la grande diversité des courants de pensée et de spiritualité présents à Lyon. **Judaïsme, protestantisme, islam, spiritisme, franc-maçonnerie, spiritualités orientales...** la période contemporaine a vu s'élargir le paysage religieux lyonnais.



Pauline Jaricot

Vêtue d'une robe de mousseline à rayures, le long visage et les yeux sombres de Pauline Jaricot évoquent ceux des portraits peints antiques. Son collier de corail rappelle les origines aisées de celle qui décide pourtant de s'engager très jeune auprès des ouvriers, des détenus, des prostituées et des enfants des rues. Figure de proue du catholicisme social, celle qui fonda l'œuvre de la propagation de la foi et le Rosaire vivant, fut béatifiée en 2022.

Quelle place pour les femmes ?

À partir du Moyen Âge, les affaires de la cité sont conduites par les autorités ecclésiastiques, royales et municipales, parfois incarnées par une même famille. Archevêques, gouverneurs, consuls, maires... : autant d'hommes qui détiennent le pouvoir et dont les portraits - présents dans la salle - illustrent la puissance.

Longtemps écartées des responsabilités politiques, les femmes ont néanmoins exercé des fonctions dans les sphères du pouvoir, notamment comme fondatrices de communautés religieuses. Encore aujourd'hui, le faible nombre de portraits conservés témoigne de leur lente et tardive accession au pouvoir.

En 1945, la syndicaliste Philomène Magnin est la première élue, conseillère municipale de Lyon. En 1983, Marie-Françoise Frobert et Bernadette Isaac-Sibille sont les premières maires d'arrondissement (1er et 5e).

Philomène Magnin (1905-1996)

En 1944, elle est la première femme à siéger au conseil municipal de Lyon. Elle est également administratrice des HCL, conseillère générale du Rhône, élue à la Courly et à la Région. Adjointe aux affaires sociales, elle lance divers projets dans le domaine de la solidarité publique, notamment avec la création de Ma Demeure, premier établissement pour personnes âgées dépendantes de France.



*L'info en plus***Femmes et pouvoirs au fil de l'histoire****Durant l'Ancien Régime : une expression restreinte des formes de pouvoir**

Au moyen-âge l'accès des femmes à des formes de pouvoir est cantonné à des contextes singuliers. En termes de pouvoir politique, le veuvage a permis à certaines femmes de seigneurs d'accéder au gouvernement en héritant du fief ou de la principauté de leur époux. Les régentes (reines qui assurent le gouvernement du royaume durant la minorité du dauphin) et les reines douairières (veuves d'un roi) ont également pu exercer le pouvoir monarchique.

La religion peut également être un moyen d'émancipation. Certaines abbesses détiennent une grande influence tandis que le béguinage (l'inscription dans des communautés religieuses laïques) a pu représenter pour les femmes un moyen d'émancipation et d'autonomie hors du mariage.

Par ailleurs, les femmes prennent part au même titre que les hommes aux modalités d'expression publique que sont les troubles populaires et les émeutes frumentaires, anti-fiscales, foncières, religieuses qui émaillent l'Ancien Régime.

Quelques grandes figures politiques et culturelles se distinguent ainsi – parmi lesquelles on peut citer et travailler avec les élèves :

Au Moyen-âge :

Aliénor d'Aquitaine (1122-1204) : Duchesse d'Aquitaine, elle hérite du pouvoir et devient reine de France puis d'Angleterre.

Christine de Pizan (1364-1430) : philosophe et poète et femme de lettre, elle est la première femme à vivre de sa plume.

A l'époque Moderne :

Marie de Medicis (1575-1642) : reine de France (épouse Henri IV) et régente durant la minorité de Louis XIII.

Émilie du Châtelet (1706-1749) : philosophe, physicienne et mathématicienne des Lumières

Les femmes parties prenantes de la Révolution Française

Pendant la Révolution, les femmes prennent une part active dans la défense des droits civiques. Les premières *féministes* commencent à se faire entendre :

Olympe de Gouge (1748-1793) : femme politique et polémiste considérée comme pionnière du féminisme, auteure de la Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne (1791)

Anne-Josèphe Théroigne de Méricourt (1762-1817) est une salonnière qui se dit féministe et républicaine. Elle participe activement à la Révolution, notamment dans les clubs.

Au XIXe siècle : nouvelles velléités d'émancipation

Le terme Féminisme apparaît à la fin du 19e siècle, fruit du combat pour la défense des droits des femmes qui gagne en visibilité tout au long du siècle. Parmi quelques étapes saillantes on pourra noter :

- L'émergence de plusieurs journaux féministes à Paris et en province - tels que le *Conseiller des femmes*, d'Eugénie Niboyet, à Lyon.

- Un fort investissement des mouvements féministes français pour l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur. En 1861, une femme obtient le baccalauréat pour la première fois.

- L'importance de la Commune dans la naissance des mouvements féministes de masse avec les premières revendications concernant le droit au travail, l'égalité des salaires, la reconnaissance de l'union libre ou encore le droit au divorce. Ces revendications sont notamment portées par Louise Michel (1830-1905) militante féministe et anarchiste, figure majeure de la Commune.

- Le développement d'associations et de Ligues sous la troisième République qui promeuvent les droits des femmes par des manifestations reposant sur des moyens légaux.

Au XXe s. : les avancées politiques du féminisme

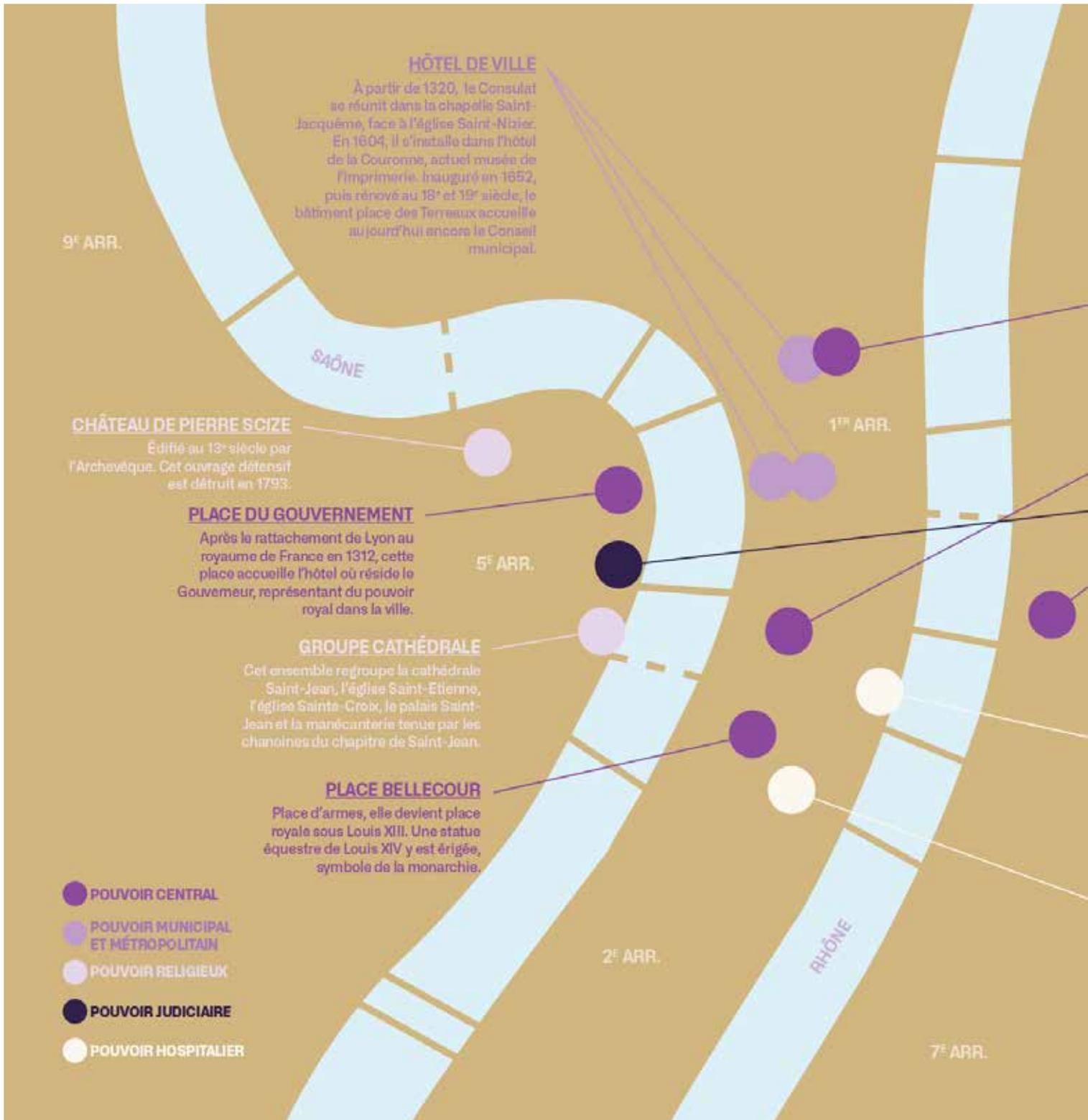
Pendant la Guerre totale (14-18) : le travail des femmes augmente car les hommes sont au front, l'autorité parentale est reconnue à la mère en cas d'absence du père, une allocation aux femmes de mobilisés est créée, l'engagement sur les champs de bataille est possible en tant qu'infirmières et maraîchères de guerre.

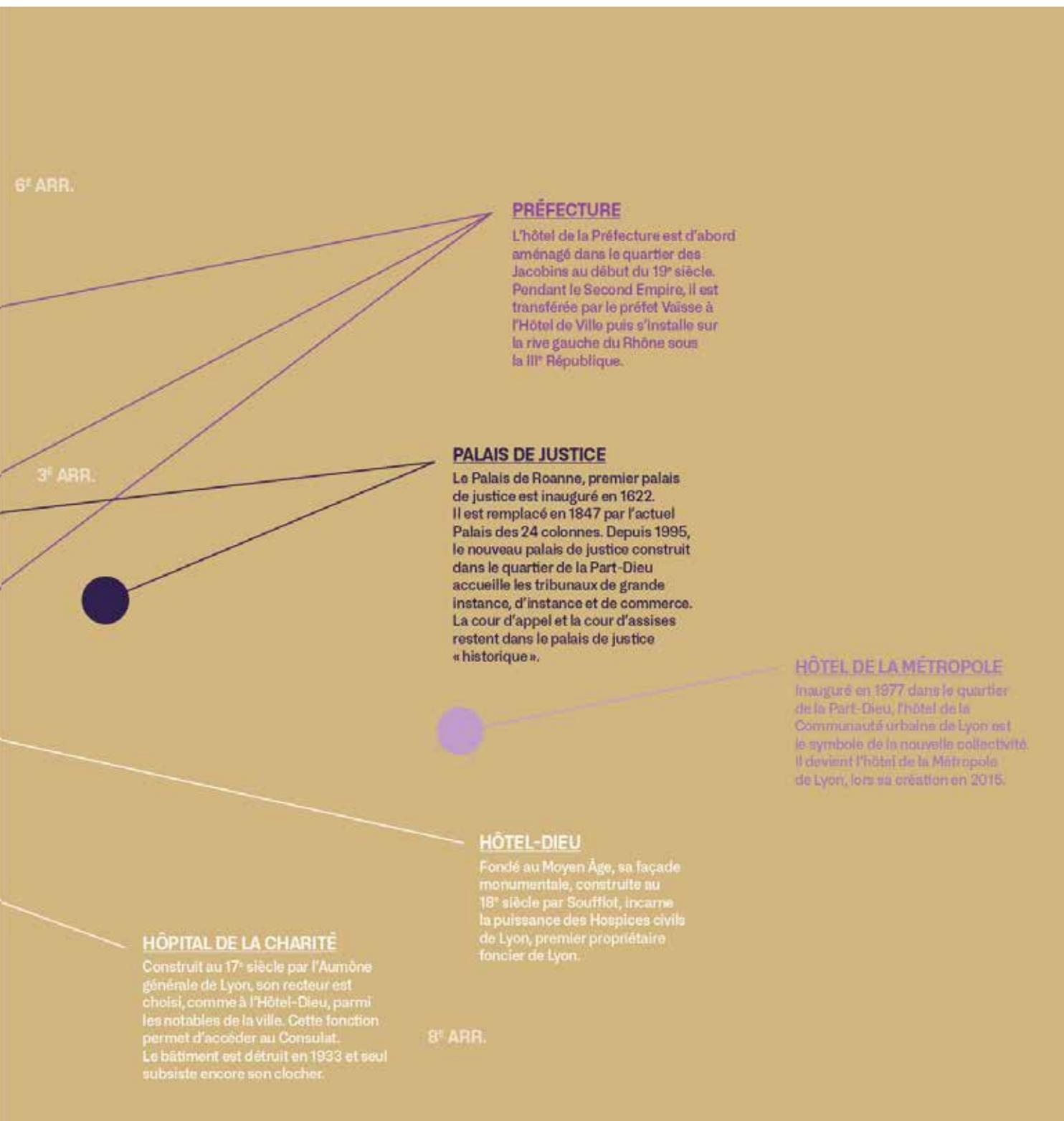
Durant l'entre-deux-guerres le mouvement suffragiste s'intensifie. Des campagnes municipales sont organisées par des femmes malgré leur non-éligibilité et, en 1924 une première femme, Joséphine Péncalet (1886-1972), est élue membre du conseil municipal à Douarnenez. Son élection est toutefois invalidée par le Conseil d'État.

Le Front populaire marque ensuite l'entrée des femmes au gouvernement en tant que secrétaires d'état) avant l'octroi du droit de vote en 1944.

Après 1945, Simone Veil (1927-2017) incarne l'une des plus grandes figures de défense des droits des femmes. Plusieurs fois ministre, elle est nommée ministre de plein exercice en 1974, première femme présidente du parlement européen et est à l'origine de la dépénalisation de l'IVG.

Les lieux de pouvoir à Lyon





CONFLICTUALITÉS : LYON ENTRE GUERRES ET CRISES

SALLE 3

L'histoire lyonnaise est traversée par des événements nationaux et internationaux. Des guerres de religions du 16e siècle à la Révolution française, des conflits mondiaux du 20e siècle aux mouvements contestataires des années 1960 et 1970, les Lyonnais se sont affrontés dans des luttes de pouvoirs ou se sont mobilisés pour mener des actions de résistance et des combats militants. Ces épisodes parfois très violents ont laissé des traces dans la mémoire politique de la ville.

Lyon la radicale

Les dates marquées par la radicalité jalonnent l'histoire lyonnaise :

- Grande Révolte frumentaire (révolte liée au prix du blé) de 1529,
- Révolte dite des « deux sous » de 1786,
- Conflictualités révolutionnaires,
- Insurrection des Canuts en 1831 puis 1834,
- Révolte des Voraces en 1848,
- Commune de Lyon en 1870...

Dans une ville structurée par la Grande Fabrique de soie, ces conflits témoignent de **tensions sociales** très fortes. Au 19e siècle, ils accompagnent l'émergence de revendications politiques inspirées de nouveaux idéaux politiques. Une partie des tisseurs et ouvriers lyonnais est sensible aux **idées républicaines** et la ville accueille de nombreux anarchistes. Ce bouillonnement social et politique n'échappe pas aux intellectuels du monde entier et c'est Bakounine, penseur de **l'anarchisme**, qui proclame la **Commune de Lyon**, le 4 septembre 1870.

À partir de 1848, Lyon prend la réputation d'une ville dangereuse et Paris envoie le préfet Vaisse diriger la ville. Les faubourgs populaires (Croix-Rousse, Guillotière, Vaise) sont annexés en 1852 pour mieux les contrôler. Les rues de la Presqu'île sont assainies et élargies pour mieux intervenir et permettre aux forces de l'ordre d'intervenir plus facilement en cas de besoin.

Vivifiée par un terreau très ancien, l'extrême droite tient également une place particulière à Lyon. Plusieurs courants y sont actifs, des mouvements royalistes, légitimistes et libéraux à des groupuscules radicaux et violents, en passant par les tendances nationalistes, régionalistes et identitaires.

Au terme d'un 19e siècle marqué par les tensions politiques, le radical-socialisme porté par Édouard Herriot, élu maire en 1905, apparaît alors comme une réponse politique pour diriger cette ville aux multiples identités et tenter d'en modérer les extrêmes.

Gros plan sur une oeuvre

Le sac de Lyon par les Calvinistes en 1562 *Œuvre phare du MHL*

Le *Sac* de Lyon par les calvinistes* en 1562, dit aussi *Sac du Baron des Adrets*, est une peinture à l'huile sur bois. Elle date de la deuxième moitié du 16e s.

Lyon pendant la première guerre de religion

En 1560, un tiers de la population lyonnaise est convertie au protestantisme. Les relations entre catholiques et protestants, qui coexistaient jusqu'alors, se dégradent.

En 1562, à Wassy, François de Guise, catholique convaincu, ordonne à ses troupes d'attaquer des protestants qui, à l'encontre de l'édit de janvier 1562, pratiquent leur culte. En réponse à cela les protestants cherchent à prendre le contrôle des grandes villes. C'est ainsi qu'en avril 1562, les réformés lyonnais prennent la ville. Ils font ensuite appel au capitaine François de Beaumont, baron des Adrets, allié du prince de Condé, pour prendre le commandement de la ville. Il sera remplacé à l'automne par Jean de Partenay. Le parti huguenot va ainsi garder le contrôle de la cité pendant plus d'une année.

En mars 1563, l'édit d'Amboise met fin à la première guerre de religion mais à Lyon, la municipalité protestante refuse les termes de la paix. Le roi de France envoie donc le maréchal de Vieilleville pour faire plier la ville et permettre l'application de l'édit. La situation se normalise à partir de juillet 1563.

Un tableau à l'origine mystérieuse

Le cadre architectural figuré sur le tableau ne témoigne pas fidèlement du Lyon de l'époque. C'est symboliquement que deux églises imaginaires ancrent l'action dans la ville.

En arrière-plan, la colline pourrait être celle de Fourvière, avec sa chapelle. L'église ronde pourrait représenter Saint-Nizier, qui ne possède au 16e s. qu'une tour clocher faisant office de beffroi.

En revanche, les inscriptions latines en haut et en bas du tableau localisent sans aucun doute possible l'action à Lyon. (voir traduction paragraphe suivant)

L'œuvre n'étant ni datée, ni signée, l'identité de l'artiste reste inconnue. Pourquoi, par qui, et pour qui a-t-elle été peinte ? S'agit-il d'une œuvre réalisée par des catholiques afin de dénoncer la brutalité des actes protestants ? Ou bien d'une représentation imaginée pour les protestants afin de diffuser une image idéalisée de l'iconoclasme protestant selon Jean Calvin ?



Les inscriptions latines contribuent à ces questionnements : elles portent un discours en défaveur des protestants.

Elles peuvent se traduire ainsi :

En haut : « La destruction de Lyon dépeinte [ici] démontre que les dogmes impies de Calvin se fondent sur le vol et le sang. »

En bas : « Telle était l'apparence des églises et de la ville de Lyon lorsque Calvin en détruisit les droits sacrés. »

Ce tableau est un véritable "inventaire" d'actions iconoclastes protestantes :

Au premier plan, des soldats parodient une procession catholique, précédés d'un canon qui emporte des statues et autres objets de culte.

Au deuxième plan, à droite, des hommes inventorient des objets précieux pillés tandis qu'à gauche, d'autres vendent aux enchères des biens d'Église, dont des habits liturgiques qu'un soldat s'amuse à revêtir.

Au troisième plan, des objets sacrés brûlent au bûcher, à proximité de deux groupes : l'un semble écouter la lecture d'un décret et l'autre prier. À l'arrière-plan, les cloches de l'église sont descendues, au grand désarroi de religieux qui s'enfuient.

Au centre de l'image, des soldats prêtent serment autour de l'étendard "Pour servir Dieu et le Roi". On sait que les objets dérobés lors du Sac de Lyon ont ensuite été revendus et réutilisés, car les pillages constituent un pilier de l'économie des guerres de religion.

Pour voir le tableau en haute définition [c'est ici](#).

* sac : pillage, saccage d'une ville.

** Pendant les guerres de religion, l'iconoclasme protestant vise à détruire les représentations du divin qui se trouvent dans les églises et couvents catholiques. Il a pour but de persuader les catholiques qu'adorer des idoles est une mauvaise dévotion qui les écarte de Dieu, et ainsi les convertir aux idées protestantes.

La Révolution à Lyon

Le début de la Révolution à Lyon est marqué par la méfiance entre les groupes politiques. L'heure est à la conquête du pouvoir, des clubs politiques se constituent.

Girondins contre montagnards

À l'automne 1792, les tensions grandissent à Lyon et dès 1793, le clivage qui oppose, à la Convention, les Girondins (= Rolandins), républicains légalistes aux Montagnards (= Jacobins), partisans d'une démocratie populaire, se retrouve à Lyon. Les divisions sont profondes et ces deux groupes s'affrontent durement pour prendre le contrôle de la ville. Cet engrenage de violence aboutit en mai 1793 à une véritable **guerre civile**.

Joseph Chalier, révolutionnaire radical

Joseph Chalier, Montagnards proche de Robespierre, est l'une des figures marquantes de cette période troublée. Président du Tribunal révolutionnaire de Lyon en 1792 il est **radical dans ses convictions**, il commande **la première guillotine de Lyon** qu'il installe à Bellecour puis place des Terreaux pour effrayer ses adversaires. Le 29 mai 1793, un coup de force armé contre Chalier est organisé, les Girondins prennent la mairie. Chalier est alors arrêté, jugé, condamné à mort et **guillotiné le 16 juillet 1793**. Il sera le premier guillotiné de Lyon.

Le Siège puis la Commune-Affranchie

Pour Paris et pour les Montagnards au pouvoir, Lyon devient **ville rebelle**, on l'accuse d'être contre-révolutionnaire. La Convention envoie l'Armée sur la ville, c'est le siège de Lyon. Après **un long et douloureux siège** pour les habitants, la ville capitule le 9 octobre 1793. C'est le début d'une **répression féroce à Lyon, qui fait plus de 1600 morts**, fusillés ou guillotins. La ville **perd son nom**, devient Commune-Affranchie et les façades de la place Bellecour sont détruites.

Napoléon Bonaparte le sauveur

À l'automne 1794, Lyon retrouve son nom après la chute de Robespierre. La ville met du temps à se relever et Napoléon Bonaparte, alors premier consul, est considéré comme sauveur. En 1800, il pose la première pierre de la réédification des façades de Bellecour. Il entend relancer le commerce et la Fabrique de la Soie mis à mal par la période révolutionnaire. En 1805, Napoléon, devenu empereur, reçoit en hommage les **clés de la ville**.



Quatre objets des collections du MHL - Gadagne

Couperet de la guillotine, 18e

Le 16 juillet 1793, la première victime de la guillotine à Lyon fut ironiquement Chalier, qui la fit installer quelques mois plus tôt place des Terreaux, sans jamais y avoir recours.

Bonnet de la liberté, Laine, vers 1791

Cocarde de Sébastien Rosaz

Lors du Siège de Lyon en 1793, Louis Sébastien Rosaz, alors âgé de 16 ans, s'engage dans la compagnie des chasseurs à pieds de la Croisette et en conserve sa cocarde. Il collecte les objets témoins de cette période. Sa collection, vendue à la ville de Lyon en 1846, constitue les prémices du musée d'histoire de Lyon.

Buste de Joseph Chalier, 19e, Massé (sculpteur)

Les décennies contestataires (1950-1980)

La guerre d'Algérie

La guerre d'Algérie se rattache au processus global de **décolonisation** qui s'enclenche au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais cette guerre revêt un caractère unique, en raison du statut particulier de l'Algérie : c'est un territoire intégré à la France, où vit près d'un million de colons européens. C'est aussi une guerre complexe car, à la lutte pour ou contre l'indépendance, se sont ajoutés des affrontements dans chacun des deux camps.

La guerre d'Algérie a commencé le 1er novembre 1954 pour s'achever le 18 mars 1962 avec les **accords d'Évian**. On compte environ 50 000 morts français, dix fois plus chez les Algériens.

Le 1er novembre 1954, plusieurs symboles de la République sont attaqués sur le sol algérien, soixante-dix attentats sont commis par le FLN (Front de libération nationale). C'est le début de la guerre.

La guerre l'Algérie à Lyon

Les témoins de cette époque racontent la difficulté de voir partir de nombreux jeunes hommes pour combattre en Algérie.

Les nombreux ouvriers algériens et leurs familles installés à Lyon (principalement dans le quartier de la Guillotière, à Part Dieu et dans le quartier des Buers à Villeurbanne) sont, pour la plupart, sensibles à la cause indépendantiste. Certains rejoignent les rangs du (FLN) ou du Mouvement national algérien (MNA). Ces deux mouvements s'opposent par ailleurs dans une lutte fratricide qui entraîne de nombreux morts. Le sol lyonnais, devient donc, lui aussi, **le théâtre des affrontements d'une guerre clandestine**. De nombreux attentats sont perpétrés, parfois contre des commissariats de police.

En parallèle, à Lyon, **certains s'engagent pour soutenir les indépendantistes**. Le rôle des catholiques progressistes, comme l'abbé Carteron, est très important à Lyon. Ce dernier va favoriser le rapprochement entre des militants français anticolonialistes et des militants algériens.

Patrouille militaire en Grande Kabylie
Grand Ensemble - Archives privées - Louis Rossetti



L'engagement des avocats lyonnais

L'intensification de la guerre d'indépendance algérienne se traduit en Algérie et en France métropolitaine par **une augmentation vertigineuse de procès devant les tribunaux militaires**. Une trentaine de jeunes avocats lyonnais décident alors de se mobiliser pour défendre les Algériens. Ils sont tous fortement marqués par le catholicisme social et ont d'abord des motivations d'ordre éthique : défendre tous les accusés en veillant au respect de leurs droits. Des facteurs politiques se sont parfois ajoutés chez certains qui se sont ralliés, dès 1955, à l'idée d'une Algérie indépendante en reconnaissant en leurs clients non pas des criminels mais des patriotes (certains rejoindront même le FLN).

Ces avocats ont ainsi plaidé des centaines de fois en métropole et en Algérie devant les tribunaux correctionnels et les tribunaux militaires pour répondre aux besoins de défense de ces détenus et faire valoir leurs droits. Ils ont également contribué à informer l'opinion sur les dérives de l'action policière et judiciaire en évoquant, dans les cours de justice comme dans l'espace public, l'existence de la torture et de l'internement administratif.

La contestation non violente

L'esprit libertaire de mai-juin 68 vitalise les mouvements antimilitaristes et pacifistes lyonnais. Les objecteurs de conscience, qui rejettent le service militaire, voir le service civil, sont soutenus, entre autres, par le Groupe d'action et de résistance à la militarisation. En protestation contre l'arme nucléaire, les militants mènent des actions parfois spectaculaires. Ils s'introduisent en 1971 et 1972 dans la base militaire du Mont-Verdun, poste de commandement de la force de frappe nucléaire française.



Affiche, Rassemblement anti-militariste à proximité du mont Verdun, 1973, Coll. MHL - Gadagne

L'info en plus

Martin Luther King

En 1966, Martin Luther King, prix Nobel de la paix, accepte l'invitation de « s'adresser aux Lyonnais », initiée par 27 associations et coordonnée par le Cercle pour la liberté de la culture.

Lyon est alors reconnue comme capitale de la Résistance, ville impliquée dans la lutte anticoloniale et abritant un milieu chrétien œcuméniste engagé.

Le 29 mars 1966, le pasteur King proclame un long discours à la Bourse du Travail de Lyon devant plus de 3 000 personnes, dont de nombreux responsables religieux et associatifs. Il encourage les Lyonnais à faire vivre l'esprit de la non-violence.

La mémoire de son passage va être entretenue par le milieu militant et intellectuel lyonnais.

Dans les années 1960-1980, les modes de contestation pacifiques (jeûne, résistance passive ou désobéissance civile) sont repris, comme lors des manifestations antimilitaristes et antinucléaires, lors de l'occupation de Saint-Nizier par les personnes prostituées en 1975 ou lors de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983.

En parallèle de ça est créé en 1974, le Mouvement pour alternative non-violente (MAN). Il promeut la stratégie non-violente dans les luttes sociales et politiques.

CITOYENS ET CITOYENNES : CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ

Salle 2

Au croisement des routes entre la Méditerranée et l'Europe du Nord, Lyon se trouve sur un carrefour géographique favorable aux migrations. Au Moyen Âge puis à la Renaissance, la ville accueille des intellectuels et des marchands de toute l'Europe au point d'être surnommée par Rabelais *Myrlingues* : la ville aux milles langues.

Lyon carrefour des peuples

Au 19e siècle : de la main d'oeuvre pour construire

Au 19e siècle, des paysans limousins travaillent de manière saisonnière sur **les grands chantiers de la presqu'île**. Les usines lyonnaises attirent les populations des campagnes alentours, entraînant un **exode rural** conséquent. La **communauté italienne**, plébiscitée pour son savoir-faire dans le domaine de la mosaïque ou du stuc, apporte avec elle ses commerces et sa tradition des cafés.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les premiers **travailleurs Nord-Africains** s'installent progressivement dans les quartiers de la Part-Dieu, au nord de la Guillotière et des villes périphériques du sud-est : Saint-Fons et Vénissieux.

Au 20e siècle : exodes et exils

Dans les années 1930, alors que la France est la première terre d'immigration au monde, Lyon accueille par vagues successives **Tonkinois, Annamites, Grecs, Chinois, Malgaches, Arméniens, puis Espagnols et Portugais**, tous contraints à l'exil pour des questions politiques ou économiques. Pendant la période de reconstruction qui suit la Seconde Guerre mondiale, des milliers de travailleurs étrangers affluent dans les usines lyonnaises et sur les chantiers de la région. Les années 1960 voient également l'arrivée de populations des anciennes colonies : **Indochine, Algérie, puis pays d'Afrique subsaharienne**.

La place du pont, E. Cocard (1897-1979), Peinture à l'huile, 1921

Ce tableau représente le débouché du pont du Rhône durant la Première Guerre mondiale. Sur cette place cosmopolite se mêlent tirailleurs algériens coiffés de la chéchia ou du turban, ouvriers tonkinois, grecs et italiens fumant leur cigarette ou s'engouffrant dans le tram.

Rattachée à Lyon en 1852, la Guillotière accueille voyageurs et migrants depuis le Moyen Âge. Ces vagues successives de migrations régionales, coloniales et internationales lui donne son identité plurielle.

Dans ce quartier se mêlent commerces communautaires, entraides et sociabilités ritualisées.

Pourtant, il a toujours été pointé comme un lieu de dangerosité et de confrontations.



Habiter la ville : des bidonvilles aux cités

Les premiers Habitats à bon marché (HBM) et cités ouvrières sont construits dans les années 1920 sans pouvoir répondre à l'ensemble des besoins de logements.

D'abord des bidonvilles

Les étrangers sont les premiers concernés, souvent contraints de s'installer dans des bidonvilles en périphérie ou dans les garnis, chambres meublées louées à la nuit, en centre-ville.

Entre 1920 et 1970, plus de 70 bidonvilles sont identifiées à Gerland, dans le quartier des États-Unis, ainsi qu'à Villeurbanne, dans les quartiers des Buers et de la Feysine. Certains accueillent jusqu'à 2 000 personnes et perdurent pendant plus de trente ans.

Puis des grands ensembles

Au début des années 1960, la politique de construction de grands ensembles apparaît comme une solution. Les familles évacuées des bidonvilles, rapatriées d'Algérie et nouvellement arrivées sont logées dans des barres de logements construites dans des cités nouvelles : Olivier de Serre à Villeurbanne, Minguettes à Vénissieux, Mas-du-Taureau à Vaulx-en-Velin ou sur le plateau de la Duchère.

*Portrait de deux petites filles
au bidonville des Buers, Villeurbanne
Photographie de Marcelle Vallet, 1960
Bibliothèque municipale de Lyon*



Une tradition lyonnaise d'accueil et de solidarité ?

Dans l'Ancien Régime, les nouveaux migrants, pour la plupart issus des campagnes, bénéficient de l'aide conjointe de l'Église, du Consulat et de la bourgeoisie.

Des initiatives solidaires nécessaires

Au cours du 19^e puis du 20^e siècle les oeuvres catholiques privées puis les associations, prennent progressivement la relève de l'Aumône générale fondée au 16^e siècle. Dans les années 1930, la congrégation des religieuses de Marie immaculée implante un dispensaire au coeur du bidonville de Gerland. En 1950, Gabriel Rosset ouvre le premier foyer d'hébergement pour personnes à la rue puis l'association Notre-Dame des Sans-Abris qui s'engage dans une politique de construction et de réfection de logements bénéficiant à de nombreux immigrés. Le projet inspire à l'Abbé Pierre, fils de soyeux lyonnais, son appel sur le sort des personnes à la rue, à l'hiver 1954.

En 1963, en pleine Guerre d'Algérie, la **Cimade** ouvre un premier bureau à Lyon, offrant son aide aux familles rapatriées. Fondée en 1982, l'association **Forum réfugiés** accompagne les demandeurs d'asile et devient un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. Dans les années 1990, le prêtre lyonnais Bernard Devert met son expérience d'ancien agent immobilier au profit des mal-logés en fondant l'entreprise à caractère social **Habitat & Humanisme**. L'association l'Action pour l'insertion par le logement (**ALPIL**) place également la question du logement au coeur de son projet d'insertion des immigrés.

Aujourd'hui, les années 2020 de nombreux collectifs citoyens comme la *Coordination urgence migrants* ou *Jamais sans toit* s'engagent en faveur des droits des migrants, des réfugiés et de leurs familles. En 2023, la Ville lance le plan « Lyon ville hospitalière » qui propose 50 actions à mener à destination des migrants.

Faire entendre sa voix, défendre ses droits

À partir des années 1970, les immigrés se mobilisent en France pour de meilleures conditions de vie. Soutenus par un réseau **militant et associatif** local très actif, ces mobilisations trouvent à Lyon un écho tout particulier. En 1973, des travailleurs tunisiens installés dans le bidonville de Feyzin sont menacés d'expulsion après la fermeture de leur usine. Soutenus par la gauche, l'extrême gauche et l'Église catholique, ils entament une grève de la faim à Vaise pour réclamer la régularisation de leur situation.

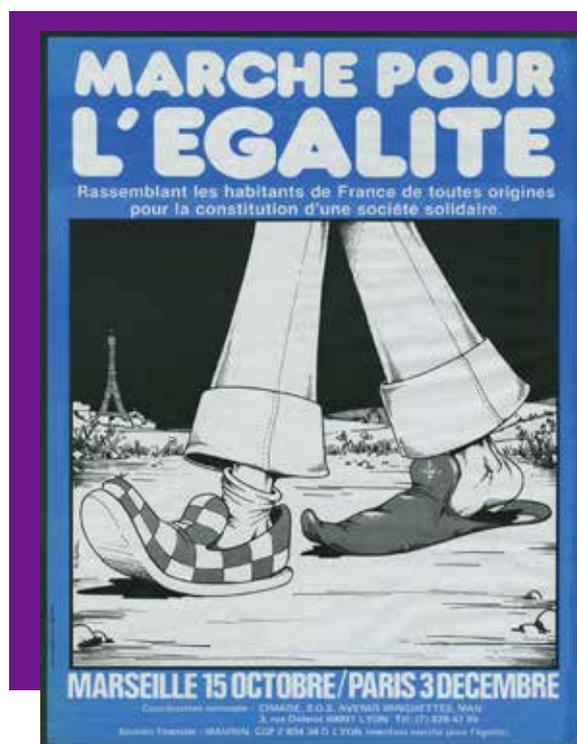
Quelle vie en banlieue ?

Dix ans plus tard, les jeunes de l'association **SOS avenir Minguettes** à Vénissieux entament une **grande Marche pour l'égalité et contre le racisme** pour protester contre la montée de la xénophobie et des violences policières. Soutenue par les militants de la Cimade et le Mouvement pour une alternative nonviolente (MAN), cette Marche mobilise des milliers de Français et aboutit à l'obtention de l'allongement de la carte de séjour à dix ans.

En 1997, 1998 et 1999, les grèves de la faim des condamnés à la **double-peine**, sont soutenues par l'Association des jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue (JALB). Elles font suite à celle menée en 1981 par le prêtre Christian Delorme et le pasteur Jean Costil et ne sont pas sans rappeler les grèves de la faim des militants algériens en 1961 dans les prisons lyonnaises.

La violence des émeutes dans les banlieues de Vénissieux et de Vaulx-en-Velin au début des années 2000 interpellent les autorités locales et nationales sur le sentiment d'inégalité et les difficultés à vivre dans les quartiers populaires. Elles résonnent encore aujourd'hui à l'échelle nationale et posent la question du bilan de la *politique de la ville**.

« Marche pour l'égalité ». Affiche imprimée (reproduction), 1983, Cimade, SOS avenir Minguettes, MAN ; Michel Balme (dessinateur), Coll. Musée d'histoire de Lyon



*La *politique de la ville* a pour but de réduire les écarts de développement au sein des villes. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers les plus pauvres et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants, qui subissent un chômage et un décrochage scolaire plus élevés qu'ailleurs, et des difficultés d'accès aux services et aux soins, notamment.

En 2024 :

**5,5 M de personnes vivent dans un quartier prioritaire de la politique de la ville.
1514 quartiers sont considérés comme prioritaires en France.**

Source : agence de la cohésion des territoires.

L'info en plus

Grands ensembles, de l'emblème de la modernité à celui de la relégation

Ces quartiers composés de barres et tours sont conçus pour pallier le manque de logements.

D'une part les logements du centre ville décents : beaucoup de logements sont insalubres après-guerre.

D'autre part pour loger les ouvriers des grandes industries, les rapatriés d'Algérie et les travailleurs étrangers que la France fait venir pour faire face aux besoins de main d'œuvre dans le contexte des Trente Glorieuses. Italiens, Espagnols et Algériens dans un premier temps puis Portugais, Marocains et Trucs à partir des années 1960, le besoin en logement explose avant qu'un frein soit mis à cette immigration de travail à partir de 1974 dans le contexte de crise économique qui s'installe.

Conçus comme des emblèmes de la modernité, ils ont permis un large accès au confort (eau courante chaude et froide, chauffage central, équipements sanitaires, ascenseur, etc.) Dès les premiers temps, les habitants se plaignent cependant du manque de commerces, de transports, d'insonorisation ou de vie de quartier. De plus ces quartiers vieillissent vite et voient nombre de leurs habitants ayant les moyens les quitter, tandis que la part des populations d'origine immigrée y croît, de même que la paupérisation et le chômage. Ils deviennent ainsi des espaces de relégation qui créent un sentiment d'exclusion qui entraîne dans les années 1980 de nombreux phénomènes de violence

Dès 1971 des violences émaillent la vie de ces quartiers. En 1979 à Vaulx-en-velin le décès d'un jeune lors de son arrestation tourne à l'émeute, durant l'été 1981 des incidents violents éclatent aux Minguettes : des jeunes affrontent la police lors de "rodéos" à bord de voitures volées, tandis que d'autres véhicules sont incendiés. Relayés par les médias, ils suscitent un émoi considérable. Cette violence continue de croître au début des années 1990, notamment en octobre 1990 à Vaulx-en-Velin - ce qui va donner lieu à la création d'un ministère de la Ville pour tenter de faire face aux insuffisances des politiques de la ville.

(Source : Lumni enseignants)



Les grands ensembles de la Duchère, Lyon (années 1960)

À partir des années 1960, les municipalités luttent contre l'habitat insalubre. Le maire Louis Pradel déclare Lyon « première grande cité sans bidonville de France ». De nombreux bidonvilles sont rasés et leurs habitants sont relogés dans de gigantesques ensembles. Dans le quartier de la Duchère, 5300 logements sont construits en 5 ans. Il devient à l'époque un emblème de modernité.

Photographies de Georges Vermard et Marcelle Vallet, BM Lyon

CITOYENS ET CITOYENNES : S'ENGAGER, MILITER

SALLE 1

La ville est un espace d'expression. Occupation de lieux, collages sur les murs, marches dans la rue... Comment évolue l'expression dans l'espace public depuis le 19^e siècle ? Qu'est-ce que l'engagement ? Comment les mouvements internationaux contemporains s'inscrivent dans l'histoire lyonnaise ? Quelle transmission entre les différentes générations ?

Deux mouvements à la loupe : féminisme et écologie

Le féminisme : Lyon, les premières fois

1933 premier journal féministe de province

Militante du Saint-Simonisme*, qui revendique l'émancipation des femmes et le droit à l'éducation, Eugénie Niboyet fonde à Lyon le premier journal féministe de province : *Le Conseiller des femmes*. La ligne éditoriale initiale prône une lutte des sexes sans distinction de classe sociale, l'accès à l'éducation et à l'indépendance économique.

1868 premières grèves féminines de France

En 1868, les ouvrières de la soie réclament une rémunération égale à celle des hommes et une baisse du temps de travail. Connue pour être la première grève féminine de France, menée par Philomène Rozan, cette action autonome s'achève après un mois et demi de lutte par l'obtention d'une réduction de leur temps de travail.

L'éducation pour elles

En parallèle, l'éducation secondaire s'ouvre aux filles. En 1861, Julie-Victoire Daubié est la première femme lauréate du baccalauréat à Lyon. En 1882, ouvre quai des Brotteaux, le premier lycée de jeunes filles de Lyon. Dirigé par Jeanne Desparmet-Ruello, militante laïque, il attire les filles des élites progressistes.

A l'aube de la Première Guerre mondiale, les femmes restent peu nombreuses dans les universités lyonnaises, le modèle féminin dominant restant celui de la femme au foyer.



Distribution de tracts des militantes du Cercle Flora Tristan à l'occasion de la fête des mères. DR

Le Cercle Flora Tristan

Ce cercle, actif de 1973 à 1980, est reconnaissable à ses sérigraphies. Les militantes dénoncent les violences faites aux femmes et les inégalités créées par le mariage. Elles réclament la reconnaissance du travail des femmes au foyer.

* Saint-Simonisme : courant idéologique né au tournant du 19^e siècle, déterminant au moment de la Révolution Industrielle, qui repose sur la conviction que le progrès technique, la science et l'industrie seront les moyens de l'accession au bonheur, à la liberté et à l'émancipation des sociétés. Elle valorise pour cela les membres considérés comme les plus compétents pour atteindre ces objectifs (intellectuels, scientifiques, ingénieurs, industriels...) pour faire advenir une nouvelle société fraternelle et pacifique. Saint-Simon (1760-1825) développe une dimension spirituelle et religieuse de sa doctrine à la fin de la vie.



Des collectifs et associations dénoncent l'inaction des dirigeants politiques face à l'urgence climatique. Le 16 mars 2019, la Journée internationale de mobilisation contre le réchauffement climatique rassemble près de 30 000 personnes à Lyon. photo Simon Cavalier

La lente prise de conscience environnementale

Pollution de l'air

Les années 1960 sont celles de la croissance urbaine et de l'équipement massif des foyers en automobiles. Même si le bureau municipal d'hygiène de Lyon mène des campagnes régulières de mesure de la pollution par le dioxyde de soufre et par le monoxyde de carbone, leurs nuisances ne sont dénoncées que par quelques penseurs.

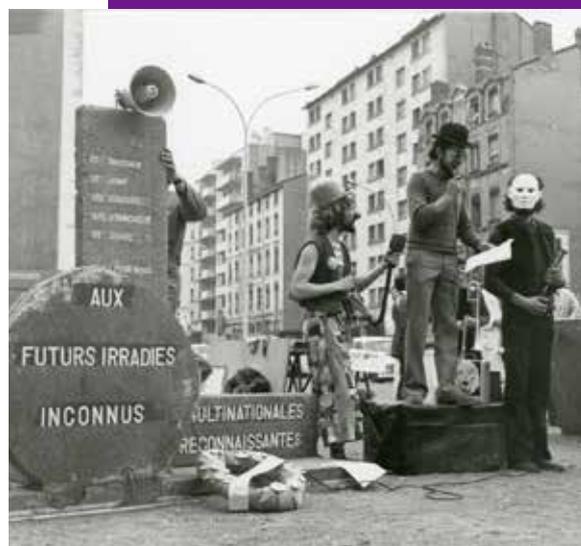
Pollution de l'eau

Dans les années 1970 les communes riveraines du Rhône en aval de Lyon s'associent pour créer une association contre les pollutions du fleuve. Le professeur Philippe Lebreton, qui fonde la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) s'appuie, avec d'autres écologistes, sur les connaissances scientifiques pour démontrer les méfaits des pollutions, souligner les menaces pour la biodiversité de grands projets d'aménagement, et alerter sur les risques industriels.

Le risque industriel

La catastrophe de Feyzin de 1966* sert de référence pour la prévention des risques industriels au niveau national. Localement, elle alimentera aussi une opposition à un projet de nouvelle raffinerie au nord de Lyon (1971-1973). En juillet 1971, des militants convergent vers le site du Bugey, choisi pour 4 nouveaux réacteurs nucléaires. Quelques années plus tard, la lutte contre le surgénérateur Superphénix associe de nombreux mouvements écologistes, libertaires, antimilitaristes.

En même temps, les écologistes s'engagent dans le champ politique. Ils présentent une première liste à Lyon aux élections municipales de 1977, et créent la surprise en arrivant en 3^e position du scrutin.



Monument aux futurs irradiés érigé par les membres du groupe écologique de Villeurbanne -Comité anti-Malville sur une place de Villeurbanne (à l'époque place de la Bascule, aujourd'hui Charles Hernu) le 23 avril 1977.

* Le 4 janvier 1966, l'accident de la raffinerie de Feyzin a débuté par une fuite de propane. Le gaz se répand à l'extérieur de l'enceinte de la raffinerie et jusqu'à une route proche entraînant l'explosion de plusieurs sphères de stockage de propane.

La raffinerie, toujours en activité, a été classée « Seveso seuil haut » c'est-à-dire à haut risque industriel.

ACCOMPAGNER VOTRE VENUE À GADAGNE



LES ACTIVITÉS AU MUSÉE EN LIEN AVEC L'EXPOSITION

VISITE-JEU

Lycées, Collèges (à partir de la 4e)

Pouvoirs, mobilisations, engagements

Les élèves découvrent l'exposition *Lyonnaises, Lyonnais, pouvoirs et engagements dans la cité*. On évoque avec eux les parcours des hommes et femmes qui ont occupé le pouvoir à Lyon depuis le Moyen âge. Les élèves devront être attentifs car ils doivent noter les dates d'événements, qu'ils auront piochés au hasard parmi des cartes.

Moments clés de l'histoire contemporaine

Du pouvoir, on dévie progressivement vers la notion d'engagement. Que faisaient les « porteurs de valise » pendant la guerre d'Algérie ? Qui était Christian Delorme, curé à Saint-Fons instigateur, avec les jeunes de la Cité des Minguettes, de la marche de l'égalité de 1983 ? Quand a-t-on réalisé que la pollution du Rhône était un problème ?

Au-delà du récit, cette visite est aussi une invitation à questionner notre époque : qui sont les décideurs aujourd'hui en France ? Qu'est-ce que la démocratie ? Comment peut-on s'engager ? Pour quelles causes ?

Time line*

pour reprendre les connaissances acquises

L'activité est suivie d'un jeu dans les salles d'atelier du musée : on distribue aux élèves d'autres cartes-événements à replacer sur l'échelle du temps. La construction de l'Hôtel de ville, la première femme conseillère municipale, la création de la Métropole de Lyon... Pas si simple !!! Non seulement il y a des pièges, mais aussi des cartes « poing levé » : elles permettent de découvrir des hommes et femmes engagés. Les élèves sauront-ils replacer tout le monde au bon endroit ?

Visite + jeu 2h

BALADES URBAINES

Lycées, Collèges (à partir de la 4e)

Lieux de pouvoir à Lyon

De la Cathédrale Saint-Jean à l'Hôtel de Ville, le parcours présente des lieux qui ont été le symbole ou le siège du pouvoir à différentes périodes de l'histoire de Lyon.

Durée 1h30

Départ : Place Saint-Jean

Arrivée : Place des Terreaux

Égalité des genres dans l'espace public

L'espace public est-il conçu pour toutes et tous ? La ville se pratique-t-elle de la même manière selon le genre des individus ? Les rues, les cafés, les espaces culturels et sportifs sont-ils accessibles pour toutes et tous ? Cette déambulation dans la Presqu'île amène à s'interroger sur l'égalité et la mixité dans l'espace public.

Durée 1h30

Départ : devant la fontaine Bartholdi, Terreaux

Arrivée : Jardin des Chartreux

Révoltes, luttes et contestation à Lyon

Des grèves ouvrières au 16e siècle aux manifestations des gilets jaunes en 2020, les Lyonnais se sont exprimés pour des causes et par des moyens multiples. La balade *Révoltes, luttes et contestation* propose un voyage dans le temps et dans la ville pour évoquer certains combats violents ou non qui ont ponctué l'histoire et les rues de Lyon.

Durée 1h30

Départ : place de la Comédie

Arrivée : devant le Palais de la Bourse

➤ **Les présentations détaillées (durée, publics, contenus) des activités sont à retrouver sur gadagne-lyon.fr**

PISTES D'EXPLOITATIONS PÉDAGOGIQUES

Avant ou après le musée

La place de l'individu en histoire et initiation à l'historiographie.

D'une histoire événementielle à la micro-histoire : une nouvelle place des individus pour penser l'engagement et l'histoire politique en général.

Autour d'un événement (la Révolution, la Guerre d'Algérie, etc.) analyser le traitement du musée et l'approche par les acteurs : quels sont les intérêts ? Quelle différence avec une histoire événementielle ?

Exemple de restitution : Écrire l'histoire de l'événement choisi du point de vue d'un acteur présenté au Musée et rencontré lors de la visite.

Initiation à la recherche à partir d'un personnage présenté dans l'exposition : restituer le contexte, identifier les enjeux historiques qui éclairent ses engagements et ses modalités.

Exemple de restitution possible : travail oral ou écrit expliquant ce que nous apprend ce personnage de son époque ; à partir de certaines étapes marquantes de la vie du personnage choisi identifier et reconstituer le contexte historique et ses enjeux.

En lien avec l'EMC : la notion d'engagement et le rapport entre intérêt général et particulier. À partir d'une personnalité présentée dans l'exposition amener à faire réfléchir les élèves sur la façon dont cet acteur a composé entre intérêt général et particulier. Quelles furent ses motivations ? Quelles difficultés ? Quels renoncements ?

Exemple de restitution : Débat à Visée Philosophique.

Les lieux de pouvoir dans l'espace urbain : observation et analyse de la façon dont les lieux de pouvoir sont mis en scène et représentés dans l'espace urbain, réflexion sur l'aménagement de la ville autour de ces lieux de pouvoir et sur le rôle de l'architecture.

Exemple de restitution possible : exposés aboutissant à une cartographie générale des lieux de pouvoir et de leurs interactions avec l'espace urbain.

Les formes d'engagement dans l'histoire et/ou actuellement (en lien avec l'EMC notamment) : à partir de l'exposition et/ou des expériences des élèves et de l'actualité, réaliser une typologie des formes d'engagement en réfléchissant aux taxinomies possibles : légalité ou non des actions, formes d'occupations de l'espace public, formes individuelles et collectives, etc.

Exemple de restitution possible : carte heuristique de l'engagement

Interdisciplinarité

En première : les femmes engagées dans la Révolution

- en Histoire : chapitre sur la révolution française
- en Français : Olympe de Gouge et la déclaration des droits de la femme et de la citoyenne
- Au musée : quelles femmes se sont engagées au fil de l'Histoire à Lyon ?

En première option SES : L'expression de l'opinion publique sous la III^e République

- en Histoire : l'enracinement du projet républicain et ses oppositions
- en SES : Comment se forme et s'exprime l'opinion publique
- Au musée : les multiples formes de l'engagement

En Terminale option SES : l'opinion publique face à la Guerre d'Algérie

- En Histoire : la Guerre d'Algérie et ses mémoires
- En SES : Comment se forme et s'exprime l'opinion publique
- au Musée : hommes et femmes engagés pendant la guerre d'Algérie



LYONNAISES, LYONNAIS !

POUVOIRS ET ENGAGEMENTS DANS LA CITÉ

EXPOSITION

-

AUTOUR DE L'EXPOSITION POUR LES GROUPES

Visites et balades urbaines

Détail de toutes les activités : gadagne-lyon.fr

RENSEIGNEMENTS

Par mail : gadagne.publics@mairie-lyon.fr

Par téléphone : 04 37 23 60 45

RÉSERVATION

Uniquement par téléphone : 04 37 23 60 45

Véronique Bonfils

Chargée des publics scolaires

veronique.bonfils@mairie-lyon.fr

Dossier rédigé avec la complicité de
Marion Lemaignan, professeur relais
Mémoire, Patrimoine, Arts de la marionnette
marion.lemaignan@ac-lyon.fr



**ACADÉMIE
DE LYON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*